



<http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/20150116trib2e7402f92/pourquoi-la-france-a-interet-a-soutenir-la-sante-publique-en-afrique.html>

Pourquoi la France a intérêt à soutenir la santé publique en Afrique

Par Jean-Louis Bancel, Richard Bielle, Tanguy Claquin, Jean-Marc Leccia, Alexandre Vilgrain, Philippe Zaouti | 16/01/2015, 10:51

Soutenir la santé en Afrique est une exigence morale. Cette politique correspond aussi à une logique économique et diplomatique. Les programmes de vaccination, que la France est appelée à co-financer, sont in fine le gage d'un renforcement de nos partenariats économiques, et d'une croissance mutuelle. par Jean-Louis Bancel, président du Crédit Coopératif, Richard Bielle, président du directoire de la CFAO (Compagnie française de l'Afrique Occidentale), Tanguy Claquin, responsable mondial Finance Sociale et environnementale, Crédit Agricole CIB, Jean-Marc Leccia, président directeur général d'Eurapharma, Alexandre Vilgrain, président du CIAN (Conseil français des investisseurs en Afrique), Philippe Zaouti, directeur général de Mirova.

Connaissez-vous le point commun entre Dakar, Davos et Berlin, trois villes à première vue bien différentes ? La première a rassemblé les acteurs de la francophonie et permis le lancement du vaccin contre le rotavirus au Sénégal - une des principales causes de mortalité infantile. La seconde réunira, du 21 au 24 janvier, les plus grands leaders internationaux lors du Forum économique mondial. Enfin, la troisième accueillera le 27 janvier la conférence de reconstitution des ressources de Gavi, l'Alliance du vaccin, présidée par la Chancelière allemande Angela Merkel. Ce sont trois étapes incontournables pour penser un monde en meilleure santé et permettre une dynamisation de la croissance mondiale. Nous, dirigeants français, affirmons qu'un modèle économique sain ne peut se passer d'hommes et de femmes en bonne santé.

Soutenir la santé en Afrique: une exigence morale et une logique économique

Plusieurs épidémies sévissent aujourd'hui en Afrique, et s'il est une exigence morale à soutenir ce continent, il existe aussi une logique économique et diplomatique. Le développement de nombreux pays africains reste particulièrement entravé par le fléau des maladies qui mine la capacité de développement des populations, grève les finances publiques, fait peser de lourdes dépenses sur les ménages et basculer des milliers de femmes, d'hommes et de familles dans la pauvreté, freinant le déploiement de dynamiques économiques locales mais aussi l'implantation d'investisseurs étrangers. Le lien entre développement et état de santé d'une population est bien connu, et s'il restait encore des sceptiques, notons que la Banque mondiale considère que 30 à 50 % de la croissance économique en Asie entre 1965 et 1990 est due à l'amélioration de la santé infantile et maternelle.

La carte de la vaccination

Il nous semble dès lors crucial que la France capitalise sur les investissements ayant l'impact sanitaire le plus puissant et sur lesquels elle dispose d'une expertise reconnue. Nous disposons d'un outil particulièrement efficace dans la lutte contre les grands fléaux sanitaires de notre temps : la vaccination. Avec un rapport coût/efficacité remarquable, les vaccins représentent une opportunité formidable de protéger des millions d'enfants contre des maladies évitables. Les vacciner, c'est leur permettre d'être protégés et leur assurer un bien meilleur développement physique et intellectuel. C'est libérer leurs parents de futures dépenses de santé, et plus globalement contribuer à des sociétés plus stables, plus productives, plus prospères et investies dans l'économie mondiale.

La France, quatrième contributeur de Gavi

Une opportunité unique est aujourd'hui donnée à la France de favoriser les conditions d'un développement et d'une croissance durables pour les pays dans lesquels ses entreprises sont implantées ou souhaiteraient se déployer : le 27 janvier 2015 se déroulera ainsi à Berlin la conférence de reconstitution des ressources de Gavi, partenariat public-privé œuvrant pour la vaccination dans les pays en développement dont la France est le quatrième contributeur. Le Canada a fait ce choix en annonçant en marge du Sommet de la Francophonie à Dakar, le 28 novembre dernier, un soutien de 500 millions de dollars canadiens supplémentaires pour soutenir la mise à disposition des vaccins dans les pays en développement, dont une majorité en Afrique francophone.

Plus de 400 millions d'enfants vaccinés: créer les conditions d'une croissance mutuelle

Lancée il y a 15 ans lors du forum économique mondial à Davos, Gavi a permis, depuis sa création, la vaccination de plus de 400 millions d'enfants. Ce sont 300 millions d'enfants supplémentaires qui pourraient être vaccinés si elle parvient à collecter les 7,5 milliards de dollars nécessaires pour 2016-2020. Financer Gavi c'est *in fine* aider nos futurs partenaires économiques du Sud à créer les conditions d'une croissance mutuelle. C'est investir dans un partenariat innovant regroupant secteur privé, Etats donateurs et bénéficiaires, fondations et ONG.

C'est doter la coopération française d'une véritable stratégie, humainement forte, économiquement et financièrement efficace. C'est également permettre aux entreprises de s'impliquer davantage dans l'investissement socialement responsable. La France est en effet le 2ème contributeur de l'IFFIm (1), un mécanisme international de financement pour la vaccination qui soutient les programmes de Gavi par l'émission d'obligations sur les marchés financiers. Le soutien offre l'opportunité aux entreprises françaises d'investir dans des titres à impact social positif, combinant performance et responsabilité sociétale.

Dans ce contexte, la France doit impérieusement apporter son soutien financier à la vaccination pour mettre en place une diplomatie économique fondée sur des impératifs d'efficacité au bénéfice de tous. De Dakar à Berlin via Davos, investir dans la vaccination c'est investir dans l'avenir.

- Jean-Louis Bancel, président du Crédit Coopératif
- Richard Bielle, président du directoire de la CFAO (Compagnie française de l'Afrique Occidentale)
- Tanguy Claquin, responsable mondial Finance Sociale et Environnementale, Crédit Agricole CIB
- Jean-Marc Leccia, président directeur général d'Eurapharma
- Alexandre Vilgrain, président du CIAN (Conseil français des investisseurs en Afrique)
- Philippe Zaouti, directeur général de Mirova

(1) [International Finance Facility for Immunisation](#)